



Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe

Cet article de nos camarades de Combat ouvrier, qui militent en Martinique et en Guadeloupe, revient sur leur politique vis-à-vis des mobilisations importantes contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale, à la suite des décisions gouvernementales annoncées par Macron lors de son allocution le 12 juillet.

Les conditions sanitaires et plus largement sociales et politiques de la Martinique et de la Guadeloupe présentent des différences avec celles de la métropole: les mobilisations y étaient plus massives, relativement à la population, et la quatrième vague de l'épidémie les a frappées plus tard mais de façon plus virulente que dans la plupart des régions de l'Hexagone.

Dans ces contextes différents, Combat ouvrier et Lutte ouvrière ont suivi la même démarche politique, celle d'exprimer les sentiments des travailleurs opposés à la politique gouvernementale, excédés par l'arrogance de Macron et par sa tentative de se dédouaner de l'incurie de l'État face au Covid en désignant comme boucs émissaires les soignants non vaccinés et en profitant de l'occasion pour tenter de mettre au pas la population.

Les deux organisations s'élèvent résolument contre toutes les attaques visant les

travailleurs, comme les menaces de suspension, voire de licenciement, qui pèsent sur les non-vaccinés. Elles ont pour préoccupation de se saisir de l'intérêt suscité parmi les travailleurs par leur propre mobilisation pour élever leur conscience de classe, en montrant qu'au-delà du passe sanitaire, ils subissent des attaques de la part du patronat dans une multitude de domaines. La seule façon de se défendre efficacement réside dans la lutte collective, ce qui est aux antipodes de la « liberté individuelle » de se faire vacciner ou pas, brandie par tous ceux qui visent à orienter la contestation dans un sens limité à la seule obligation vaccinale.

Combat ouvrier et Lutte ouvrière se sont opposés à ceux qui, par démagogie ou par préjugés réactionnaires, ont combattu non seulement le passe sanitaire mais la vaccination elle-même.

Notre démarche était de nous adresser aux nôtres, à cette

minorité de travailleurs qui a choisi d'exprimer son mécontentement en participant à ces manifestations – avaient-ils d'ailleurs un autre choix, venant du mouvement syndical? –, mais en nous démarquant des aspects réactionnaires du mouvement, notamment l'hostilité au vaccin lui-même.

Il s'agissait de s'appuyer sur le mécontentement, en cherchant à dégager une perspective qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière, en s'opposant à tout ce qui divise les travailleurs en mouvement, entre vaccinés et non-vaccinés.

Il s'agit de mener notre agitation non seulement contre Macron, mais contre tout le système capitaliste, de lier la colère qui s'est de plus en plus focalisée sur la seule obligation vaccinale pour l'élargir contre l'ensemble des aspects de l'offensive du grand capital contre les travailleurs.

8 septembre 2021

La pandémie de Covid-19 a pris une tournure tragique aux Antilles françaises à partir du mois d'août 2021. En Martinique et en Guadeloupe la pandémie, plus ou moins contenue jusque-là, s'est brusquement accélérée. Le taux d'incidence

a parfois approché les 2 000 cas pour 100 000 habitants. Depuis, on observe une tendance à la baisse des contaminations. Mais les hôpitaux restent bondés de malades du Covid, et en particulier les services de réanimation. Pendant plusieurs

semaines, les Urgences furent débordées. Les morgues des hôpitaux n'ont pas suffi à stocker les corps. Il a fallu aménager des conteneurs. Les entreprises de pompes funèbres sont débordées. Des familles sont décimées. Sur 731 000 habitants

dans les deux îles, on compte 1 154 décès du Covid en milieu hospitalier entre le 1^{er} mars 2020 et le 3 septembre 2021, soit une moyenne de 76 morts par mois. Au cours du mois d'août, on a compté 633 décès sur les deux îles, c'est-à-dire huit fois plus. Sans compter les morts à domicile qui sont nombreux.

UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE

Quelques malades transportables sont acheminés par avions spéciaux vers la France pour soulager les services de réanimation. Mais les médecins déclarent être obligés de pratiquer une médecine de catastrophe, c'est-à-dire de trier les malades. Les plus aptes à survivre ont été mis en réanimation, c'est-à-dire les plus jeunes avec moins de comorbidités. Beaucoup d'autres n'ont pas eu cette chance et sont morts. On sait par exemple que certains malades de 70 ans et plus ont dû être renvoyés chez eux ou laissés en simple service de médecine, faute d'oxygène disponible ou de moyens de leur en administrer. Ainsi, quand bien même l'oxygène était en quantité suffisante, les tuyaux étaient parfois trop petits pour insuffler le débit d'oxygène nécessaire aux malades, réduisant les chances de les sauver. Beaucoup l'ont payé de leur vie. Au cours du premier confinement, les grands hôpitaux de l'Hexagone connurent aussi une forte surmortalité. Mais dans des proportions moindres.

Il faut savoir que, d'une manière générale, les couches populaires des Antilles connaissent les mêmes problèmes que celles de l'Hexagone, mais toujours en plus grave. C'est un fait constant à tous les niveaux, dû aux séquelles du colonialisme.

Des malades sont aussi morts chez eux, car il n'y avait plus



CHU de Guadeloupe, à Pointe-à-Pitre : dans l'hôpital surchargé, l'isolement des malades du Covid n'est qu'un mot. Ici, fin août



À l'entrée du CHU, une banderole anti-vaccin, mais surtout anti-obligation et anti-sanctions : pas question de « nous licencier à cause du vaccin ».



Manifestation du 24 juillet à Pointe-à-Pitre.

assez de concentrateurs d'oxygène à installer à domicile.

Certes, la très grande majorité des décès, comme partout aujourd'hui, touchent des gens non vaccinés. Car si les personnes vaccinées peuvent être aussi contaminées, la très grande majorité sont épargnées par les formes graves de la maladie.

Cependant, dans bien des cas de décès, la non-vaccination était loin d'être la seule cause. S'y ajoutait l'insuffisance des soins dans des CHU mal organisés. Les responsables n'en sont pas les soignants, dont le dévouement est considérable. Les principaux fautifs sont l'administration des hôpitaux et toute leur hiérarchie jusqu'au gouvernement. Au CHU de Guadeloupe, des patients contaminés ont été bien souvent mis dans les mêmes salles ou les mêmes chambres que les autres.

Dans les CHU des Antilles, le manque de personnel et de matériel est criant. Même en période normale, des produits parmi les plus basiques, comme la Bétadine, peuvent manquer. Les personnels et les syndicats dénoncent cette situation de-

puis des années. Le manque de personnel qualifié, en particulier en service de réanimation, se fait cruellement sentir. Le personnel est épuisé.

Le gouvernement dépêche des équipes de renfort à partir de l'Hexagone pour prêter main-forte à celles des Antilles. Le professeur Louis Bernard, venu du CHRU de Tours au CHU de Guadeloupe, a déclaré à son retour en France: «*En plus de trente ans de métier, je n'ai jamais connu ça dans un département français*» et: «*J'ai encore des idées noires face aux afflux massifs de patients, aux gens restant pendant 24 heures sur des brancards dans une hygiène précaire, aux décès nombreux dans les services...*» Il a parlé de «*maltraitance sanitaire*» en Guadeloupe, et déclaré que ce qu'il a vu là «*aurait déclenché des émeutes en Seine-Saint-Denis*».

LA CRAINTE POPULAIRE DE LA VACCINATION

Dans sa très grande majorité, la population des Antilles est opposée au vaccin, à tort,

certes, mais le fait est là. C'était connu depuis de longs mois par les autorités. Et les couches les plus pauvres, les plus précaires de la population sont les plus réfractaires au vaccin.

Jusqu'à cette crise mortifère, au début du mois d'août, seulement 20% de la population était vaccinée contre le Covid. Aujourd'hui on peut estimer ce taux à 40%

Comment expliquer que certains disent préférer mourir que de «prendre le vaccin»? Pour beaucoup, c'est le vaccin qui tue. L'influence des thèses complotistes qui foisonnent sur les réseaux sociaux a accru et conforté le sentiment antivaccination.

Il existe une peur irraisonnée du vaccin au sein de la population. Derrière cette peur avouée, il y a aussi une forme de remise en cause de la parole des milieux officiels: préfet, agence régionale de santé, gouvernement. Une sorte de rébellion morale mal orientée contre les conseils du pouvoir sur la vaccination. Du reste, la population dans son ensemble devient sceptique sur à peu près tous les problèmes. Elle a déjà été telle-

ment trompée qu'elle ne croit plus en grand-chose. C'est ainsi qu'aux dernières élections régionales 70 % n'ont pas voté, parce que « ça ne sert à rien ». La situation nourrit le scepticisme général envers le pouvoir central. Par exemple la pénurie d'eau, surtout en Guadeloupe, en particulier d'eau potable. L'eau est dans certaines communes chargée de chlordécone, un pesticide puissant et très nocif. Ce produit, interdit aux USA et en métropole, a été autorisé aux Antilles françaises pendant plusieurs années encore, sous la pression des riches planteurs békés.

UNE POPULATION VICTIME DE COMORBIDITÉS GRAVES

Depuis toujours, la population antillaise est victime de maladies endémiques. Cette situation s'aggrave avec le vieillissement démographique. Le diabète, l'hypertension artérielle, l'obésité, la drépanocytose, les cancers de la prostate dus aussi au chlordécone, auxquels s'ajoutent la dengue, le chikungunya et autre Zika font des ravages dans la population.

En Guadeloupe, 11 % de la population est diabétique, contre un peu plus de 4 % en France. L'hypertension artérielle touche 40 % des habitants (31 % en France). En Martinique, ces taux sont aussi très importants. De plus, tout le monde n'est pas égal face à ces maladies : les couches pauvres ont beaucoup moins de moyens de se faire soigner correctement que les couches aisées. Avec 25 % de chômage en moyenne, 30 % de gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté, pratiquement deux fois plus que dans l'Hexagone, on mesure les conséquences sociales sur la santé et les soins aux Antilles.

Ces comorbidités ont favorisé les formes graves du Covid et la surmortalité. Et si on en est

arrivé là, c'est parce qu'il n'y a pas de véritable plan de santé publique audacieux, général et permanent pour soigner la population en temps normal. Pire, ces maladies sont parfois aggravées par le surdosage en sucre de produits de la grande distribution, sous prétexte que « les Antillais aiment le sucre ». *Le Canard enchaîné* du 25 août dernier révèle les résultats d'une enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) : « Non seulement les yaourts et les sodas restent la plupart du temps plus chargés en sucres, mais en prime leur consommation est plus élevée. Par exemple, à la Guadeloupe, on sirote 57 % plus de boissons sucrées. Conséquence de cette surdose en sucres, 11 % des Guadeloupéens et 14 % des Réunionnais souffrent de diabète sucré, une prévalence de deux à trois fois plus forte que dans l'Hexagone. À la Guadeloupe et à la Martinique, le taux d'obésité grimpe à ainsi à 27,8 % contre 14,5 % dans le reste de la France, ce qui, sur fond d'épidémie de Covid, accroît le risque pour un non-vacciné de partir en réa. »

Voilà donc un exemple de ce que sont capables de faire

les capitalistes de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour réaliser toujours plus de profits. Rendre la population accro au sucre, c'est criminel, mais ça rapporte !

D'une part, la catastrophe sanitaire actuelle était donc prévisible, car une catastrophe rampante est induite depuis toujours par ces comorbidités mal soignées.

D'autre part, le manque de prévoyance et d'anticipation, combiné à des économies criminelles réalisées de longue date sur la santé publique, sur les hôpitaux, a été une cause importante de la catastrophe sanitaire.

LE MOUVEMENT CONTRE L'OBLIGATION VACCINALE ET LE PASSE SANITAIRE

Depuis plus d'un mois, en Guadeloupe, une trentaine d'organisations, partis politiques et associations ont décidé de protester ensemble contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire imposés par le gouvernement. Selon la loi du 5 août 2021, ces mesures sont assorties de sanctions possibles pour les soignants et pour les



Rassemblement avec les pompiers en grève le 1^{er} septembre à la caserne des Abymes.

travailleurs en général, comme la suspension de traitement et du contrat de travail dans les hôpitaux et les entreprises.

L'action commune contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire a été lancée en Guadeloupe par deux organisations nationalistes, indépendantistes : l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe), le plus important syndicat de Guadeloupe, et le LKP (Lyannaj kont pwofitasyon). On peut citer comme participants, notamment : la CGTG, FO, la FSU, Combat ouvrier (notre organisation), le Parti communiste guadeloupéen (PCG), l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) et plusieurs autres regroupements et associations nationalistes. Le 17 juillet, la manifestation avait rassemblé près de 8000 personnes. Chiffre très important pour la Guadeloupe (376 000 habitants). Puis, par la suite, chaque samedi, pas moins de 1 000 manifestants, au plus bas, ont protesté dans les rues de différentes villes de la Guadeloupe. Entre ces manifestations du samedi, des meetings se tiennent une fois par semaine, avec pas moins de 200 participants au plus bas dans différentes villes. Les syndicats appellent à la grève générale à partir du 9 septembre pour l'abrogation de la loi sur l'obligation vaccinale et le passe sanitaire.

En Martinique, après l'allocation de Macron du 12 juillet, dans laquelle il annonçait ses mesures d'obligation vaccinale et de passe sanitaire, il y eut de nombreuses réactions. Le lendemain, deux à trois cents personnes se massaient autour de la préfecture pour protester. Puis le 17 juillet, 3000 personnes manifestaient dans les rues de Fort-de-France contre les mesures Macron, à l'appel d'un collectif nationaliste d'or-



Entrée de la maison des syndicats à Fort-de-France.

ganisations intitulé Matinik lib.

Cette manifestation fut suivie de deux nuits d'émeute, de pillage et d'opposition aux forces de l'ordre dans les quartiers pauvres de Fort-de-France. Des jeunes de ces quartiers, aidés de jeunes activistes indépendantistes, y exprimaient ainsi leur révolte contre l'obligation vaccinale mais aussi contre leur condition sociale misérable.

Le 21 juillet, les personnels soignants et les différents syndicats de la santé ont défilé dans les rues de Fort-de-France à plus d'un millier en direction de l'ARS pour y présenter leurs protestations. Les 24 et

31 juillet, eurent lieu d'autres manifestations. Le 12 août, à l'occasion de la venue des ministres Lecornu et Véran, plus de 200 travailleurs de la santé leur ont fait savoir leur mécontentement en manifestant devant le CHU de Martinique.

Cependant ces manifestations dans les deux îles se sont vite transformées en manifestations antivaccin. Aux dires de nombreux militants et dirigeants nationalistes, c'est ce vaccin qui serait responsable de nombreux décès, plus même que le Covid. Les dirigeants syndicaux nationalistes, par démagogie populiste, ont surfé sur le sentiment antivaccin de la population et l'ont suralimenté.

LA POSITION DE COMBAT OUVRIER

Combat ouvrier a toujours été favorable aux vaccins anti-Covid-19, depuis leur sortie, considérant avec raison que c'est une protection. Il recommande à ses militants et sympathisants de se faire vacciner. Nous le faisons tout en sachant que nous sommes minoritaires pour l'instant sur ce point au sein de la population, y compris parmi nos camarades dans les entreprises.

Notre participation à la mobilisation contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire, assortis de sanctions graves pour les travailleurs, n'a donc rien à voir avec on ne sait quelle lutte contre le vaccin.

L'ennemi, ce n'est pas le vaccin, c'est le capitalisme et son variant colonial.

Car ce sont précisément les

dirigeants du capitalisme français et de son variant colonial, Macron, son gouvernement et ceux qu'ils servent, les capitalistes, les gros possédants, qui veulent utiliser la crise sanitaire pour mettre au pas les travailleurs avec des mesures disciplinaires accrues. Cela participe de l'état d'esprit permanent avec lequel le patronat voudrait tenir en respect les travailleurs dans les entreprises.

Les dirigeants syndicalistes nationalistes ne posent pas le problème en ces termes. Ils s'opposent à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire au nom de « la liberté », pour en faire un nouveau sujet d'opposition avec « le colonialisme français ». Ce vaccin étant celui de l'impérialisme, ou celui des Blancs, il serait donc mauvais. Ceux contre la tuberculose, la fièvre jaune ou le tétanos seraient donc meilleurs ? On est plongé en pleine contradiction surréaliste. Pour

certaines nationalistes, la lutte contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire se résume à une lutte contre le vaccin.

Ils opposent par exemple à ce dernier la pharmacopée locale et donnent carrément dans l'obscurantisme. D'autres militants nationalistes, principalement en dehors du mouvement ouvrier, effrayés par l'ampleur du désastre, ont récemment pris position pour le vaccin.

À Combat ouvrier, nous nous opposons à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire d'un point de vue de classe, celui de la classe ouvrière. Ce qui est inadmissible, ce sont les sanctions lourdes qu'on fait planer au-dessus de la tête des travailleurs. Nous pensons que les travailleurs ont intérêt à s'opposer aux injonctions militaires du pouvoir qui brandit une matraque au-dessus de leurs têtes. Car c'est de cette façon que l'on veut leur faire accepter de force l'exploitation au quotidien et les contraintes à venir !

C'est cette façon de faire, cet état d'esprit constant des classes dominantes, qui sont ceux d'une dictature de classe contre les travailleurs, c'est cela que nous rejetons et combattons.

En particulier, Macron et le gouvernement veulent faire accepter aux travailleurs un plan d'attaques contre eux, notamment l'allongement de l'âge de la retraite à 64 ans, la réforme de l'allocation chômage. Ils veulent faire accepter par les travailleurs toutes ces réformes et l'état permanent de leur situation d'exploités : plus de réductions de dépenses pour la santé et les services publics en général, des suppressions d'emplois massives dans la fonction publique, les licenciements, le chômage, la précarité, le mal-logement.

Le gouvernement et son chef ont utilisé à fond la crise pour arroser le grand patronat à coups de centaines de milliards au titre du « quoi qu'il



Meeting au CHU de Guadeloupe, avant le départ en manifestation, le 24 juillet 2021.

en coûte », pour prétendument faire face à la crise. C'est ainsi qu'aux dires des patrons eux-mêmes leurs affaires vont bien, la situation est bonne, le CAC 40 progresse et, avec tout l'argent que l'on distribue au grand patronat, la France devient l'un

des pays les plus attractifs pour les capitaux étrangers !

Mais le « quoi qu'il en coûte » inversé, c'est-à-dire quoi qu'il en coûte en termes de souffrances des travailleurs de la santé et des autres secteurs, en

termes de morts par manque de soins, afin que prospèrent les bourgeois, beaucoup le connaissent dans l'Hexagone, et encore plus aux Antilles et dans les Outre-mer.

7 septembre 2021

Au premier jour de l'appel à la grève générale en Guadeloupe.

Après un mois de défilés de rue, et de meetings, presque tous les syndicats de Guadeloupe ont lancé un appel à la grève générale à partir du jeudi 9 septembre, en Guadeloupe. La CGTG a publié dès le 9 au matin un appel à la grève générale illimitée. Les syndicats sont soutenus par les autres organisations politiques et associations qui ont participé à la campagne contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire et les sanctions annoncées contre les travailleurs non vaccinés.

En cette matinée du 9 septembre, un certain nombre de travailleurs ont répondu à l'appel pour le moment. Les employés de Pôle emploi sont en grève et en piquet devant leur entreprise. Les travailleurs d'Arcelor Mittal sont déjà en grève depuis deux jours pour protester contre une attaque

qui vise leur délégué syndical. Ils poursuivent d'autant plus aujourd'hui. Les salariés de l'institut médico-éducatif du Moule sont en grève, ainsi que les agents hospitaliers du CHU et de 14 établissements hospitaliers. Les agents du centre hospitalier de Capesterre-Belle-Eau sont entrés en grève et font savoir leur protestation en installant un barrage routier filtrant au rond-point de Saint-Sauveur. Il est possible que la grève s'étende dans d'autres entreprises. Mais là où ce ne sera pas possible de faire grève, certains travailleurs pensent montrer leur mécontentement sous diverses formes.

Vendredi 10 septembre à 8 heures un rassemblement est prévu devant le CHU de Pointe-à-Pitre avec tous ceux qui sont en grève ou qui entendent faire connaître leur mécontente-

ment. Samedi 11 un rassemblement et un défilé sont prévus à partir du palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre à 8 heures.

Il est vrai que, dans cette ambiance mortuaire où un certain nombre de travailleurs observent le deuil d'un parent, la grève n'est peut-être pas la préoccupation première aujourd'hui.

Mais au moins une fraction de travailleurs entend donner l'exemple et espère entraîner d'autres camarades dans les jours qui viennent et aussi sur leurs propres revendications. Leurs voix se font entendre sur le terrain, sur les ondes. Les grèves en cours sont déjà une première réponse aux attaques du pouvoir au service du grand patronat.

*Combat ouvrier
jeudi 9 septembre.*

COMBAT OUVRIER

mercredi 18 août 2021

-TOUS jeudi 19 août à 16h30 au meeting du Lamentin sur la place de la VERDURE

- TOUS samedi 21 août à 8h30 au Moule, place de la LIBERTÉ

Mobilisons-nous, unis, contre l'obligation vaccinale, contre les sanctions et le pass sanitaire !

La lutte continue avec 38 syndicats, associations partis et groupes politiques

La pandémie prend en Guadeloupe et en Martinique une tournure catastrophique. Toujours plus de morts, de tristesse et de désolation dans les familles. C'est une véritable hécatombe. Bientôt, pas une famille ne sera épargnée de près ou de loin. Manque de lits, pénurie d'oxygène, médecine de catastrophe c'est-à-dire que l'on trie certains malades. On fait parfois des choix par manque de matériels.

Cela c'est la politique d'économies sordides que font les gouvernements depuis des années ? Et c'est Criminel !

La situation est très grave. Mais le gouvernement en fait porter la responsabilité sur ceux qui hésitent ou ne veulent pas se faire vacciner. Encore une fois, on veut culpabiliser la population. Certains commentateurs hexagonaux ont même mis en cause le « Vaudou et le rhum » !!??

Oui il est vrai que la méfiance s'est installée et s'est beaucoup renforcée contre la vaccination singulièrement parmi les travailleurs et les couches populaires. Mais si cette méfiance est forte, elle s'explique par le fait que la population n'a plus confiance majoritairement dans la parole gouvernementale et ceux qui la représentent et la soutiennent. (70% d'abstentions aux dernières élections régionales).

Ce sont état et capitalistes békés qui ont empoisonné les terres avec le chlordécone, eux encore qui privent d'eau courante des milliers de gens en refusant de faire les grands travaux nécessaires à la réfection de l'ensemble du réseau. Quant au chômage endémique, à la pauvreté qui s'accroît tout comme la hausse des prix, tout cela crée un ensemble de difficultés quotidiennes pour la population. Alors la piqûre ? Ne serait elle pas encore un coup fourré ?

Quand sont venues s'ajouter à tout cela les mesures de vaccination obligatoire sous peine de sanctions pour les soignants et d'autres catégories de travailleurs, la colère s'est alors retournée contre Macron son gouvernement. Et

le refus du vaccin est apparu lié à une révolte contre la politique du gouvernement en général. Le vaccin est associé à la politique de Macron. Ce dernier a peut être relancé la vaccination mais il a certainement aux Antilles relancé aussi la défiance face au vaccin.

L'incendiaire social c'est Macron. Car en réalité, le vrai problème n'est pas le vaccin. Le vrai problème c'est qu'on a un serviteur en chef du grand capital et qui veut utiliser le vaccin pour mettre de l'ordre dans les rangs des travailleurs ; Tous au pas ! Tous au pas !

L'incendie social se propage aux Antilles avec la colère des jeunes émeutiers de Fort de France, les importantes manifestations opposées au diktat de Macron.

Du coup, bien des manifestants font à tort des manifestations du samedi des manifs anti-Vaccin. Or l'ennemi ce n'est pas le vaccin, l'ennemi c'est le capitalisme. Le vaccin lui est une avancée scientifique depuis près de deux siècles pour l'humanité. Les nouveaux vaccins ARN sont une prouesse scientifique.

Nous ne devons pas nous battre pas contre le vaccin. D'ailleurs cela changerait quoi ? Mais nous battre contre les mesures autoritaires que prépare le gouvernement contre les travailleurs qui refuseraient le vaccin. Car cela prépare des attaques anti ouvrières fortes : comme par exemple augmentation de l'âge de la retraite à 64 ans et diminution des allocations chômage, hausse des prix et baisse des salaires.

Comprenez bien camarades, Macron se fout pas mal de votre santé. Sinon il aurait déjà indemnisé fortement la population pour les méfaits du chlordécone. Ce qu'il veut c'est obliger les travailleurs à apprendre à obéir surtout pour avoir une main d'œuvre docile face aux patrons dans les entreprises. Cet état d'esprit disciplinaire des grands patrons est permanent dans les entreprises.

Inquiétudes du gouvernement et des milieux d'affaires capitalistes

Le gouvernement est surtout inquiet du mouvement d'opposition à l'obligation vaccinale et au pass sanitaire pour les travailleurs en Martinique et en Guadeloupe. Les manifestations massives depuis plus d'un mois montrent une grande détermination. Les milieux d'affaires capitalistes et leurs serviteurs politiques locaux et hexagonaux ont peur que les travailleurs se révoltent contre les menaces qui tomberont sur eux s'ils n'acceptent pas les mesures brandies contre eux. C'est pour cette raison aussi que Lecornu et Véran sont venus aux Antilles. Ce n'est pas pour doter les hôpitaux de matériels supplémentaires et permanents. Ils viennent pour préparer une répression éventuelle.

Oui la révolte gronde, celle des travailleurs qui entendent répondre par la rue et par la grève aux sanctions. Et ils ont raison. Préparons-nous à faire échec à la dictature de classe contre les travailleurs.

Contre cette politique exigeons l'obligation de recruter massivement dans les hôpitaux et l'obligation d'augmenter les salaires !

Travailleurs, pour ou contre le vaccin, ne nous divisons pas ! Car Macron et son gouvernement préparent d'autres attaques anti-ouvrières.

La vaccination est un progrès sur le plan scientifique, mais, dans le système capitaliste, elle est d'abord et avant tout une source d'enrichissement pour une poignée d'actionnaires se moquant totalement de l'intérêt général des populations et de leur santé. Ils viennent d'augmenter le prix des vaccins pour gagner des milliards supplémentaires. C'est parce que Macron et le gouvernement sont aux ordres des capitalistes qu'ils veulent mettre au « pass » tous les travailleurs avec des mesures dictatoriales sous peine de sanctions. Accepter cela c'est accepter tout ce qui suit : le recul de l'âge de la retraite, la diminution des pensions, de l'allocation chômage, la hausse des prix qui se poursuit. Ces mesures ne feront qu'accélérer la précarisation de la population laborieuse.

Et pendant ce temps le nombre de milliardaires et de millionnaires augmente en France !

Macron veut préparer sa réélection en flattant le grand patronat, les riches, l'électorat et le milieu de droite et d'extrême droite à la recherche d'un chef de guerre, de guerre sociale contre les pauvres. Ce n'est pas une « dictature sanitaire » mais une dictature tout court, exercée par les classes dominantes, les riches, la bourgeoisie : ils l'instaurent par la voix de leur principal serviteur politique, le président de la république.

Alors camarades préparons dès maintenant une rentrée sociale de mobilisation. Soutenons toutes les luttes en cours et préparons les autres !
Organisons dès maintenant des réunions de préparation entre nous dans les entreprises.

Et :

**Tous au prochain
meeting :
Jeudi 19 août 2021
16H30 Lamentin
place de la verdure**

**Et à la manifestation
Samedi 21 août 2021
à 8H 30, Moule Place
de la liberté**

**Samedi 28 août 2021 karavann an
tout gwadloup**

L'action commune se fait avec

*- les syndicats Cftc-Faen-sncf-Fo-speg- snac-fsu-snasub-
Fsu- snetap-Fsu-solidaires-guadeloupe- Sud Ptt gwa-
Sunicag-cgtg-ugtg*

Et avec le soutien de :

*ADIM-Anka- Akiyo-Cippa-Cspc- dlo sé la vi- Doubout
poudloan nou-Fnig-Fkng-Kdlo-Komité dlo now bastè- LKP-
Massmawon- mouvman nonm-nouvelé bon dlo-PCG-
sentinelles guadeloupe-travayé é peyisan- Uplg_
Voukoum
Combat ouvrier participe à l'action commune.*

Combat Ouvrier : Directeur de publication : Philippe Anaïs
1111 rés Matéliane, L'aiguille, 97128 Goyave. Guadeloupe.
Téléphone : 0690 59 19 64
Site internet : <https://combat-ouvrier.com>
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com